



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

# Association de gestion de l'Ecole de la 2ème chance de Lorraine

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association de gestion de l'Ecole de la 2ème chance de Lorraine  
53 rue Stanislas - 54000 NANCY

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

## **Association de gestion de l'Ecole de la 2ème chance de Lorraine**

53 rue Stanislas - 54000 NANCY

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de de l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème chance de Lorraine,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème chance de Lorraine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03 conformément à la note de l'annexe « Première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 » ;
- les modalités de comptabilisation de la provision pour indemnité de départ en retraite constituée pour la première fois au cours de l'exercice et objet de la note de l'annexe « Tableau des Provisions ».

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe à statuer sur les comptes.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 27 avril 2026

KPMG S.A.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patrick Zeimett', written over a large, light blue oval shape.

Patrick ZEIMETT

Associé

## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>ACTIF</b>				
<b>Frais d'établissement (I)</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla				
Autres immobilisations corporelles	89 597	52 302	37 295	7 439
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 830		4 830	4 830
<b>Total Actif immobilisé (II)</b>	<b>94 427</b>	<b>52 302</b>	<b>42 125</b>	<b>12 269</b>
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comman				1 997
Créances				
Usagers et comptes rattachés	44 000		44 000	11 068
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 668 857		1 668 857	1 978 055
Charges constatées d'avance	23 859		23 859	29 697
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 314 491		3 314 491	3 347 193
<b>Total Actif circulant (III)</b>	<b>5 051 208</b>		<b>5 051 208</b>	<b>5 368 010</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (				
Ecart de conversion / Diff. d'évaluation (V				
<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>5 145 634</b>	<b>52 302</b>	<b>5 093 333</b>	<b>5 380 279</b>



## Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>PASSIF</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau	600 038	522 869
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>98 887</b>	<b>153 574</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>698 924</b>	<b>676 443</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		211
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total des capitaux propres (I)</b>	<b>698 924</b>	<b>676 653</b>
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 387	24 360
<b>Total des fonds reportés et dédiés (II)</b>	<b>1 387</b>	<b>24 360</b>
Provisions		
Provisions pour risques	123 185	122 447
Provisions pour charges	93 536	23 591
<b>Total des provisions (III)</b>	<b>216 721</b>	<b>146 038</b>
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	1 250 000	1 600 000
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 430	290 599
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	687 910	620 753
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 960	
Autres dettes	2 000 000	2 000 000
Produits constatés d'avance		21 875
<b>Total des dettes (IV)</b>	<b>4 176 300</b>	<b>4 533 227</b>
Ecart de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
<b>TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>5 093 333</b>	<b>5 380 279</b>

## Compte de fonctionnement

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>Produits d'exploitation</b>						
Cotisations						
Ventes de biens et de services	40 728		6 596		34 132	517,46
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	40 728	0,81	6 596	0,14	34 132	517,46
Produits de tiers financeurs	5 040 563		4 939 841		100 722	2,04
Concours publics et subventions d'exploita	5 008 098	99,19	4 838 511	99,86	169 587	3,50
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. co						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières	32 465	0,64	101 330	2,09	-68 865	-67,96
Repr. / amort., dépréc. et prov.	34 640	0,69			34 640	
Produits des cessions d'immobilisations						
Utilisation des fonds dédiés	23 863	0,47	178 316	3,68	-154 453	-86,62
Autres produits	139		159		-20	-12,43
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>5 139 934</b>	<b>101,80</b>	<b>5 124 912</b>	<b>105,77</b>	<b>15 022</b>	<b>0,29</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	1 231 208	24,39	1 250 687	25,81	-19 480	-1,56
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	288 911	5,72	264 529	5,46	24 383	9,22
Salaires	2 535 238	50,21	2 561 711	52,87	-26 473	-1,03
Cotisations sociales	958 043	18,98	870 502	17,97	87 541	10,06
Dotations aux amortissements et aux dépr	6 037	0,12	24 411	0,50	-18 374	-75,27
Sur immob. : dotations aux amort.	6 037	0,12	24 411	0,50	-18 374	-75,27
Sur immob. : dotations aux dép.						
Sur actif circulant. : dotations aux amort.						
Dotations aux provisions	28 918	0,57			28 918	
Reports en fonds dédiés	890	0,02	15 410	0,32	-14 519	-94,22
Valeurs comptables des immo. cédées						
Autres charges	704	0,01	43		661	NS
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>5 049 948</b>	<b>100,02</b>	<b>4 987 292</b>	<b>102,93</b>	<b>62 657</b>	<b>1,26</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>89 985</b>	<b>1,78</b>	<b>137 620</b>	<b>2,84</b>	<b>-47 635</b>	<b>-34,61</b>
<b>Produits financiers</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de						
Autres intérêts et produits assimilés	10 682	0,21	11 683	0,24	-1 001	-8,57
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des cessions d'éléments financier						
Produits nets / cessions VMP et instrumen						
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>10 682</b>	<b>0,21</b>	<b>11 683</b>	<b>0,24</b>	<b>-1 001</b>	<b>-8,57</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotations aux amort., aux dépréciations et						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo. financières						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. d						



## Compte de fonctionnement

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>Total des charges financières (IV)</b>						
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>10 682</b>	<b>0,21</b>	<b>11 683</b>	<b>0,24</b>	<b>-1 001</b>	<b>-8,57</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)</b>	<b>100 668</b>	<b>1,99</b>	<b>149 303</b>	<b>3,08</b>	<b>-48 636</b>	<b>-32,58</b>
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>			<b>50 506</b>	<b>1,04</b>	<b>-50 506</b>	<b>-100,00</b>
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>			<b>46 235</b>	<b>0,95</b>	<b>-46 235</b>	<b>-100,00</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>			<b>4 270</b>	<b>0,09</b>	<b>-4 270</b>	<b>-100,00</b>
Participation des salariés aux résultats (VI)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 781	0,04			1 781	
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>5 150 616</b>	<b>102,02</b>	<b>5 187 101</b>	<b>107,06</b>	<b>-36 485</b>	<b>-0,70</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>5 051 729</b>	<b>100,06</b>	<b>5 033 527</b>	<b>103,89</b>	<b>18 202</b>	<b>0,36</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>98 887</b>	<b>1,96</b>	<b>153 574</b>	<b>3,17</b>	<b>-54 687</b>	<b>-35,61</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>						
Dons en nature						
Prestations en nature	278 668		48 553		230 115	473,95
Bénévolat						
<b>TOTAL</b>	<b>278 668</b>		<b>48 553</b>		<b>230 115</b>	<b>473,95</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite	275 173		27 605		247 569	896,84
Prestations en nature	3 495		20 949		-17 454	-83,32
Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>	<b>278 668</b>		<b>48 553</b>		<b>230 115</b>	<b>473,95</b>

# COMPTES ANNUELS

2025

Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE LORRAINE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 5 093 333 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 98 887 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/04/2026 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Cette association a pour objet d'accueillir, de former et d'accompagner des jeunes adultes, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification, afin de développer leurs compétences personnelles et sociales en leur délivrant, par la voie d'un enseignement portant sur l'acquisition de connaissance de base en français, mathématiques, informatique en alternance avec des stages en entreprise, une attestation de compétences acquises répondant aux critères de la labellisation des E2C en France.

L'E2C Lorraine adhère au réseau E2C France qui a mis en place les outils et les procédures pour assurer la qualité du dispositif et s'engage à respecter les missions et les principes fondamentaux communs contenus dans la Charte des principes fondamentaux. Elle adhère au processus de labellisation des Ecoles de la 2ème Chance françaises et s'engage à respecter le cahier des charges pour labelliser une E2C et son guide de labellisation élaborés par l'AFNOR.

L'association poursuit également son objet social en développant toute activité de nature à promouvoir l'insertion professionnelle et sociale.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ce règlement s'inscrit dans le cadre du plan comptable général défini par le règlement ANC n°2014-03, tel que modifié notamment par les règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



## **Règles et méthodes comptables**

### **Changement de méthode comptable - Première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03**

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, l'association applique les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

#### **Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1**

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

#### **Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N**

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

## Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4,04 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2018-2020

La date de départ prévu est de :

- 66 ans pour les cadres
- 64 ans pour les non cadres

Convention collective : formation

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		3 000		3 000
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 856	32 893	24 152	86 597
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>77 856</b>	<b>35 893</b>	<b>24 152</b>	<b>89 597</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 830			4 830
<b>Immobilisations financières</b>	<b>4 830</b>			<b>4 830</b>
<b>TOTAL</b>	<b>82 686</b>	<b>35 893</b>	<b>24 152</b>	<b>94 427</b>



## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Virements de poste à poste	Virements provenant de l'actif circulant	- Acquisitions	Entrées Apports	- Créations
<b>Ventilation des augmentations</b>					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			35 893		
Immobilisations financières					
<b>Augmentations de l'exercice</b>			<b>35 893</b>		

	Virements de poste à poste	Virements provenant de l'actif circulant	- Cessions	Sorties Scissions	- Mise hors service
<b>Ventilation des diminutions</b>					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			24 152		
Immobilisations financières					
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>24 152</b>		

## Amortissements des immobilisations

## Notes sur le bilan

	Durée d'utili- sation ou taux d'amor- tisse- ment	Mode d'amor- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres immobilisations incorpor <b>Immobilisations incorporelles</b>						
- Terrains - Constructions sur sol propre - Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agence et aménagements des construct - Installations techniques, matière et outillage industriels - Installations générales, agence et aménagements divers	5 ans	linéaire		118		118
- Matériel de transport - Matériel de bureau et informatiq mobilier - Emballages récupérables et div <b>Immobilisations corporelles</b>	3 à 5 ans	variable	70 417	5 918	24 152	52 183
			<b>70 417</b>	<b>6 037</b>	<b>24 152</b>	<b>52 302</b>
<b>TOTAL</b>			<b>70 417</b>	<b>6 037</b>	<b>24 152</b>	<b>52 302</b>

## Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
<b>Ventilation des dotations</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		6 037		
<b>Dotations de l'exercice</b>		<b>6 037</b>		

	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
<b>Ventilation des diminutions</b>			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles		24 152	
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>24 152</b>	



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 741 547 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4 830		4 830
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	44 000	44 000	
Autres	1 668 857	1 668 857	
Charges constatées d'avance	23 859	23 859	
<b>Total</b>	<b>1 741 547</b>	<b>1 736 717</b>	<b>4 830</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les autres créances concernent des subventions dont le paiement du solde est conditionné à la réalisation du contrôle et de l'établissement du décompte définitif par le financeur.

### Produits à recevoir

	Montant
FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	657
INTERETS COURUS À RECEVOIR	2 822
DEBITEURS - PRODUITS A RECEVOIR	266
<b>Total</b>	<b>3 745</b>

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re					
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	522 869		77 169		600 038
Excédent ou déficit de l'exercice	153 574	-153 574	98 887		98 887
<b>Situation nette</b>	<b>676 443</b>	<b>-153 574</b>	<b>176 055</b>		<b>698 924</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	211			211	
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo)					
<b>TOTAL</b>	<b>676 653</b>	<b>-153 574</b>	<b>176 055</b>	<b>211</b>	<b>698 924</b>

### Provisions

## Notes sur le bilan

### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	76 405	4 349			80 754
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	146 039	24 569	34 640		135 967
<b>Total</b>	<b>222 444</b>	<b>28 918</b>	<b>34 640</b>		<b>216 721</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		28 918	34 640		
Financières					
Exceptionnelles					

Une provision pour pensions de retraite a été dotée pour la 1ère fois. La provision qui aurait dû être constituée au 31/12/2024 pour un montant de 76 405€ a été comptabilisée au débit du compte report à nouveau. La dotation de l'exercice 2025 s'élève à 4 349€. Cette opération comptable constitue un changement de méthode comptable.

Les autres provisions pour risques concernent des provisions pour risques de rejet de dépenses par le FSE.



## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 176 300 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Emprunts et dettes financières divers (*)	1 250 000	350 000	900 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 430	213 430		
Dettes fiscales et sociales	687 910	687 910		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 960	24 960		
Autres dettes (**)	2 000 000	2 000 000		
<b>Total</b>	<b>4 176 300</b>	<b>3 276 300</b>	<b>900 000</b>	
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	350 000			
(**) Dont envers les associés	2 000 000			

L'avance consentie par le Conseil Régional est constituée de dettes à plus de 1 an pour 900 000 euros.

### Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS-FACT. NON PARVENUES	63 468
DETTES PROV.CONG.A PAYER	223 360
PROV CP ABS MALADIE	1 697
PERSONNEL CHARGES A PAYER	63 200
PROVISION CET(COMPTTE EPARGNE TEMPS)	25 642
CHARGES SOCIALES.SUR CONGES.A PAYER	97 904
CH SOC PROV CP ABS MALADIE	680
AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	39 605
CHARGES.SOCIALES SUR CET	12 445
ETAT - CHARGES A PAYER	9 016
<b>Total</b>	<b>537 017</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES COMPTABILISEES D AVANCE	23 859		
<b>Total</b>	<b>23 859</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	18 484	
<b>TOTAL</b>	<b>18 484</b>	

#### Subventions d'exploitation

##### Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		822 780				822 780
Subventions d'exploitation	2 494 646	1 000	1 689 461			4 185 108
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem		211				211
						<b>5 008 098</b>



## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 78 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	1	2	2
Employés	15	61	76	76
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>62</b>	<b>78</b>	<b>78</b>

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux dirigeants

La loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit en son article 20 d'indiquer le montant global des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés de l'association.

Ainsi, il est indiqué que les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles de l'association E2C n'ont perçu aucune rémunération au cours de l'exercice 2025.

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 80 754 euros

## Autres informations

### Contributions volontaires

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
871000 - PRESTATIONS EN NATURE	278 668	48 553
	278 668	48 553
Bénévolat		
<b>Total</b>	<b>278 668</b>	<b>48 553</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
861000 - MISE A DISPOSITION GRATUITE BIENS	275 173	27 605
	275 173	27 605
Prestations en nature		
862000 - PRESTATIONS	3 495	20 949
	3 495	20 949
Personnel bénévole		
<b>Total</b>	<b>278 668</b>	<b>48 553</b>

### Fonds dédiés

#### Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global  B	Utilisations  Dont rembours.  C	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
DREETS	7 571	7 571	7 571				
Région Grand-Est	716	716	716				
CD 54 - Agglomér					231	231	
<b>Total</b>	<b>8 287</b>	<b>8 287</b>	<b>8 287</b>		<b>231</b>	<b>231</b>	

## Autres informations

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global B	Utilisations  Dont rembours.	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
<i>L'improvisation th</i>	423	423	412			10	
<i>Fondation Orange</i>	231	231	231				
<i>Agefiph</i>	726	726	239			487	
<i>Projet séminaire e</i>	14 694	14 694	14 694				
<i>Agefiph</i>					659	659	
<b>Total</b>	<b>16 074</b>	<b>16 074</b>	<b>15 576</b>		<b>659</b>	<b>1 156</b>	